



Synthèse des discussions des panels (15 juin 2011)

Panel 4. «La nécessité d'une nouvelle ère de justice sociale»

1. Le panel 4, qui s'est réuni le 15 juin 2011, était animé par M^{me} Ritulah Shah, journaliste à la BBC. Il était composé des personnalités suivantes, membres du Club de Madrid: M. Osvaldo Hurtado, ancien Président, Equateur; M. John Kufuor, ancien Président, Ghana; M. Olusegun Obasanjo, ancien Président, Nigéria; M. Abdul Karim Al-Eryani, ancien Premier ministre, Yémen; et M. Wim Kok, ancien Premier ministre, Pays-Bas, et président du Club de Madrid.
2. Se référant au rapport du Directeur général à la Conférence, intitulé *Une nouvelle ère de justice sociale*¹, la modératrice a demandé aux intervenants s'ils considèrent eux aussi que c'est le modèle de croissance dominant qui a mené à la crise mondiale, et qu'un nouveau modèle de croissance s'impose.
3. M. Hurtado a souligné que les dernières décennies du XX^e siècle ont été marquées par une croissance sans précédent dans le monde entier, mais a insisté sur le rôle crucial que les politiques sociales jouent dans la création d'emplois et l'amélioration des niveaux de vie. Il a déclaré qu'il n'y a rien de mieux pour sortir de la pauvreté que de trouver un emploi, aussi modeste que soit cet emploi. M. Kufuor a présenté l'expérience du Ghana, où le modèle de croissance basé sur l'industrialisation n'a pas débouché sur le développement à long terme. Il a fait remarquer que le Ghana s'est maintenant engagé dans une nouvelle voie de développement économique, avec un succès remarquable, en revenant à une croissance basée sur les ressources naturelles et les produits agricoles tels que le cacao. M. Obasanjo a ajouté que le Nigéria n'a pas seulement eu le choix entre l'agriculture et l'industrie comme bases de croissance après l'indépendance et que, aujourd'hui, le pétrole fait partie de l'équation. Il a souligné que la question essentielle est toutefois, d'une part, de savoir comment trouver un juste équilibre entre les différentes options de croissance et, d'autre part, d'assurer que la croissance économique bénéficie à l'ensemble de la population. M. Al-Eryani a rappelé que de nombreux pays du Moyen-Orient, notamment le Yémen, ont négligé d'envisager un modèle de croissance global et que, en raison de déficits sociaux et politiques, plusieurs pays arabes se trouvent aujourd'hui dans une situation de crise, malgré de bons résultats sur le plan de la croissance économique. Il a souligné qu'un modèle de croissance qui aille au-delà de l'économie pure s'impose. M. Kok a

¹ BIT: *Une nouvelle ère de justice sociale*, rapport du Directeur général, Conférence internationale du Travail, 100^e session, Genève, 2011.

fait remarquer que de nombreux pays de l'Union européenne ont une longue tradition de tripartisme, de dialogue social et de justice sociale. Il a émis l'opinion selon laquelle, actuellement, il est non seulement nécessaire de se relever de la crise économique et de trouver des solutions pour réduire le taux de chômage élevé, mais aussi de réformer l'ensemble du système pour éviter de futures crises. A cet égard, il a salué le rapport du Directeur général à la Conférence, en notant qu'il est très utile pour alimenter une nouvelle réflexion sur la manière d'obtenir une croissance économique créatrice d'emplois.

4. En réponse à une question posée par un représentant du Cameroun sur la manière de réaliser la justice sociale, M. Kufuor a attiré l'attention sur l'importance de la création d'emplois productifs et le rôle que joue le dialogue tripartite pour parvenir à la création d'emplois durables. M. Obasanjo a réaffirmé que le dialogue tripartite est nécessaire, et est, selon lui, le seul moyen de réaliser le développement durable et la justice sociale. M. Kok a confirmé l'importance du tripartisme mais a appelé à un véritable tripartisme où la voix des trois parties ait le même poids et où les représentants des gouvernements, les employeurs et les syndicats puissent collaborer de manière constructive pour réaliser la justice sociale. M. Kok a ajouté que le dialogue tripartite a été propice à la création d'emplois dans des pays où il est bien établi. Il a souligné à nouveau que les aspects sociaux doivent être sur un pied d'égalité avec les aspects économiques et politiques.
5. M. Hurtado a évoqué les mutations d'ordre économique et social qui se sont produites en Amérique latine, en Asie et en Afrique au cours des dix dernières années, entraînant simultanément la création d'emplois et le recul de la pauvreté. Il a relevé notamment que le secteur privé a commencé à créer des emplois, signe d'un tournant idéologique dans ces régions, et que le renchérissement des matières premières, en coïncidant avec une baisse du prix des produits manufacturés, a permis de créer de nouveaux emplois. Au regard de la situation dans le monde arabe, M. Al-Eryani a confirmé que le secteur privé a un rôle important à jouer pour offrir un emploi aux nombreux chômeurs, en particulier aux jeunes. La plupart des Etats arabes doivent changer le cap de leurs politiques et cesser de considérer que le secteur public soutiendra la croissance de l'emploi.
6. Un représentant du Mozambique a évoqué la question de la corruption qui entoure l'exploitation des ressources naturelles en Afrique, et qu'il considère comme l'un des principaux problèmes de la région en même temps que la source de nombreux conflits. M. Obasanjo a reconnu que la corruption est en effet présente et qu'elle est un frein au développement de nombreux pays, dont le Nigéria, où la découverte de pétrole a fait changer les mentalités. Pour lutter efficacement contre ce fléau, il faut des efforts soutenus et une véritable volonté politique. M. Kufuor a ajouté qu'il est difficile d'éradiquer la corruption sans dirigeants ni lois dignes de ce nom, sans un pouvoir judiciaire fort et sans une gestion vertueuse des affaires publiques. En ce qui concerne l'Amérique latine, M. Hurtado a fait observer que les Etats qui ont connu de longues années de dictature sont les premiers sur la liste des pays les plus corrompus, et ce en raison du manque de démocratie et de transparence. Il a insisté sur la nécessité de renforcer les institutions démocratiques et de faire respecter la législation. M. Al-Eryani a ajouté que les mauvaises politiques économiques et la corruption sont étroitement liées.
7. Au sujet de la recherche d'une croissance performante, la modératrice a demandé s'il fallait continuer d'employer le terme de «croissance» ou s'il fallait lui préférer celui de «bien-être». M. Al-Eryani a répondu que la croissance ne doit pas être mesurée uniquement à l'aune du produit intérieur brut (PIB), et qu'il faut prendre en compte des facteurs tels que la création d'emplois, le bien-être, le respect de l'environnement ou la justice sociale. M. Kok est lui aussi d'avis qu'il faut redéfinir la notion de croissance en tenant compte du lien qui unit la croissance économique à la durabilité environnementale, et ce d'autant plus que la population mondiale augmente et qu'il est déjà possible de vérifier les effets du changement climatique. L'intervenante a ajouté que la justice sociale et le bien-être doivent eux aussi être pris en considération. Il a fait référence aux arguments avancés récemment par MM. Joseph Stiglitz et

Amartya Sen, selon qui la croissance économique n'est pas une fin en soi et doit entraîner la redistribution de richesses au plus grand nombre. M. Obasanjo a déclaré que, si la croissance économique est nécessaire, elle doit aller de pair avec le développement et la justice sociale. S'arrêtant sur le cas du Nigéria, il a fait valoir la nécessité de revoir les indicateurs existants et d'en élaborer de nouveaux afin de faire ressortir les progrès accomplis en termes de création d'emplois, d'amélioration de la santé maternelle et infantile, d'accès à l'éducation et d'offre de soins. Pour l'intervenant, lorsque toutes ces conditions sont réunies, on peut alors parler de croissance, tant du point de vue de l'économie que de la justice sociale.

- 8.** Un représentant du Ghana a demandé aux intervenants d'expliquer dans quelle mesure les systèmes éducatifs ont contribué, dans leur région respective, à résoudre le problème du chômage des jeunes. M. Kufuor a évoqué la période qui a suivi immédiatement l'indépendance du Ghana, époque où la majorité des jeunes voulaient devenir des «cols blancs». Le problème, a-t-il ajouté, a été que le système scolaire s'est alors centré sur l'enseignement général plutôt que sur l'enseignement technique et la formation professionnelle dans l'agriculture qui ont été réduits à la portion congrue. Toutefois, on commence maintenant à prendre conscience de l'importance que revêtent les programmes de formation technique, de sorte que le nombre d'ingénieurs augmente et que l'on voit des établissements d'enseignement technique pousser comme des champignons dans tout le pays. C'est grâce à cette évolution que le Ghana pourra se doter des infrastructures dont il a besoin. M. Al-Eryani a déclaré que le système scolaire, au Moyen-Orient, n'a pas su répondre aux attentes des jeunes. Il a fait valoir que le caractère paternaliste de ce système, ainsi que la place insuffisante réservée aux matières techniques, était un handicap pour les jeunes générations de sa région et un frein à la création d'emplois. A l'instar de M. Kufuor, M. Al-Eryani est d'avis que le manque d'ingénieurs et de techniciens, doublé de l'absence de formations intermédiaires, a des effets dévastateurs dans sa région et qu'il est impératif d'y mener une réforme de l'enseignement.
- 9.** Une représentante de la République bolivarienne du Venezuela a félicité les intervenants pour le haut intérêt des questions traitées et exprimé l'espoir que leurs messages seraient entendus des dirigeants politiques actuels. Elle a évoqué toutes les difficultés à surmonter pour être en mesure de mettre en œuvre, de manière équitable et dans le respect de toutes les parties, un tripartisme et un dialogue social authentiques, tout en rappelant que c'était la seule façon de réaliser la justice sociale.
- 10.** La modératrice a ensuite orienté le débat sur la question de l'économie informelle, et demandé aux participants si l'on pouvait considérer ce secteur comme étant en quelque sorte «au-delà» de la justice sociale. M. Hurtado a fait observer que, la protection sociale n'y étant pas assurée, l'économie informelle ne saurait être pour quiconque un cadre de travail acceptable; il a toutefois rappelé que le secteur informel conserve une grande utilité pour les sociétés des pays en développement, notamment pour tous ceux qui n'ont pas les moyens de s'insérer dans l'économie formelle (qui ne peuvent pas, par exemple, effectuer leurs achats dans les magasins ayant pignon sur rue), et que la modernisation de l'économie va de pair avec une croissance de l'emploi formel. L'intervenant a également soulevé la question du lien entre les salaires et l'éducation, entre le niveau d'instruction d'une société donnée et le bon fonctionnement de la démocratie et de l'économie, et ajouté à ce propos que toute amélioration du fonctionnement de la démocratie s'accompagnait inmanquablement d'un gain de productivité sur le plan économique.
- 11.** La question proposée ensuite aux intervenants était de savoir si le secteur financier est susceptible d'entraver les politiques destinées à promouvoir la justice sociale. M. John Kufuor a répondu que la domination du secteur financier a un caractère pernicieux, et qu'il est essentiel à cet égard que l'Etat soit en mesure de jouer pleinement son rôle d'arbitre. L'intervenant est d'avis qu'il convient de soumettre le secteur financier à une réforme qui le mettrait expressément au service de la croissance. S'il n'est pas étroitement surveillé et réglementé, il n'y a aucune raison pour que le secteur financier ne continue pas de s'arroger toutes les libertés.

M. Kufuor a conclu en rappelant que la tâche la plus urgente d'aujourd'hui était de donner au capitalisme un visage véritablement humain.

- 12.** M. Obasanjo, faisant écho au propos de M. Kufuor, a préconisé la création d'une organisation financière mondiale qui serait chargée de réglementer les transactions internationales, qui se chiffrent en milliards de dollars. L'intervenant a rappelé que la corruption est, si l'on peut dire, un échange de bons procédés; or ceux qui versent les pots-de-vin sont pour la plupart originaires de pays développés, où ils bénéficient souvent des protections nécessaires; les destinataires de ces pots-de-vin, ressortissants de pays en développement, finissent quant à eux fréquemment sous les verrous. L'orateur a ajouté que la Convention des Nations Unies contre la corruption devrait être signée et appliquée par tous les Etats.
- 13.** La dernière question posée par la modératrice concernait les moyens à mettre en œuvre pour transformer durablement la situation économique et les conditions de travail de l'individu, alors même que les responsables politiques, dont les préoccupations sont souvent d'ordre électoral, ont le plus grand mal à inscrire leur réflexion dans une perspective à long terme. La plupart des intervenants ont reconnu que nombre de dirigeants mondiaux ont pour seul horizon les prochaines élections et font peu de cas des futures générations. Des participants ont toutefois fait observer que la justice sociale n'est pas nécessairement plus présente dans les régimes dont les dirigeants sont au pouvoir depuis de nombreuses années; à quoi d'autres intervenants ont répliqué que de nombreux hommes politiques sont vraiment convaincus d'avoir une mission à remplir et que c'est en toute bonne foi qu'ils travaillent à améliorer le sort de leur communauté. M. Kufuor a toutefois fait observer qu'aucun homme politique, fût-il animé des meilleures intentions du monde, ne peut prétendre introduire un changement notable dans le cadre d'un mandat de quatre à cinq ans. La solution, selon lui, repose dans l'existence d'un parti unifié au service d'un même idéal, de sorte que les dirigeants successifs puissent suivre une ligne commune et inscrire leurs politiques dans une perspective à long terme. M. Hurtado a souscrit à cette déclaration, faisant observer que certains pays d'Amérique latine doivent leur croissance au fait d'avoir maintenu leurs politiques publiques et économiques pendant dix à vingt ans. Selon lui, la réussite ne tient pas seulement à des facteurs humains, mais à la qualité des institutions et à la pérennité des politiques.
- 14.** La modératrice a conclu le débat en remerciant les intervenants et en résumant les principaux points de la discussion – l'importance du tripartisme pour la réalisation de la justice sociale, le rôle du secteur privé dans la création d'emplois et la nécessité d'un nouveau modèle de croissance.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<i>Synthèse des discussions des panels (15 juin 2011)</i>	
Panel 4. «La nécessité d'une nouvelle ère de justice sociale»	1

.....
• Le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires afin de réduire autant que possible l'impact
• sur l'environnement des activités de l'OIT et de contribuer à la neutralité climatique. Nous serions
• reconnaissants aux délégués et aux observateurs de bien vouloir se rendre aux réunions munis de leurs
• propres exemplaires afin de ne pas avoir à en demander d'autres. Nous rappelons que tous les documents de
• la Conférence sont accessibles sur Internet à l'adresse <http://www.ilo.org>.
•